



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALEA/40/210
S/17064
27 mars 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
 Quarantième session
 Points 40,72, 132 et 133 de
 la liste préliminaire*
 QUESTION DE LA PAIX, DE LA
 STABILITE ET DE LA COOPERATION
 EN ASIE DU SUD-EST
 EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
 DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
 DE LA SECURITE INTERNATIONALE
 DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU
 BON VOISINAGE ENTRE ETATS
 REGLEMENT PACIFIQUE DES
 DIFFERENDS ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
 Quarantième année

Lettre datée du 26 mars 1985, adressée au Secrétaire général par le
 Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Viet Nam
 auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la déclaration datée
 du 25 mars 1985 faite par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de
 la République socialiste du Viet Nam.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
 note et son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des
 points 40, 72, 132 et 133 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) LE KIM CHUNG

*A/40/50.

ANNEXE

Déclaration datée du 25 mars 1985 faite par le porte-parole du
Ministère des affaires étrangères de la République socialiste
du Viet Nam concernant les déclarations belliqueuses des
autorités thaïlandaises

Selon des communiqués de presse publiés à Bangkok, le premier ministre thaïlandais, Prem Tinsulanonda, a évoqué le 22 mars 1985 la possibilité de l'entrée en bataille des forces armées thaïlandaises contre les forces vietnamiennes sur le territoire du Kampuchea. Auparavant, le commandant en second de l'armée thaïlandaise, Tienchai Sirisamphan, avait déclaré que l'armée thaïlandaise mènerait une offensive contre les forces vietnamiennes au Kampuchea. Une haute personnalité thaïlandaise a également déclaré qu'elle n'excluait pas la possibilité pour la Thaïlande d'exercer son "droit de poursuite" en territoire kampuchéen. Ces déclarations - et c'est là le plus grave - ont été faites après que les pays membres de l'ANASE aient invité instamment d'autres pays à apporter une aide militaire aux réactionnaires khmers contre le peuple kampuchéen, et après la visite en Thaïlande du chef de l'Etat chinois et plusieurs généraux chinois.

Ces déclarations belliqueuses des autorités thaïlandaises ne font que reprendre la position défendue il y a 15 ans par les cercles dirigeants thaïlandais lorsque ceux-ci ont fait leur la théorie du "droit de poursuite" avancée par Nixon au moment de l'invasion américaine du Kampuchea en avril 1970. Elles constituent un nouveau pas en avant dans le soutien que la Thaïlande accorde aux partisans de Pol Pot et aux autres forces réactionnaires khmers contre la renaissance du peuple kampuchéen, après avoir permis aux réactionnaires khmers d'utiliser des "sanctuaires" en territoire thaïlandais et après s'être livrée tout au long des six dernières années à une série d'actes de guerre implicites en procédant à des tirs d'artillerie et en menant des opérations d'agression contre la souveraineté de la République populaire du Kampuchea, pour appuyer la clique de Pol Pot. Ces déclarations constituent aussi un acte d'une audacité grave, faisant suite à l'occupation militaire impudente de trois villages lao par la Thaïlande en juin 1984.

Ces déclarations belliqueuses ont fait la lumière sur la politique des cercles dirigeants thaïlandais, qui s'obstinent à refuser la proposition de la République populaire du Kampuchea tendant à créer une zone de sécurité de part et d'autre de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, ainsi que la proposition de la République démocratique populaire lao visant à mettre fin à la situation tendue qui règne dans la zone limitrophe entre le Laos et la Thaïlande. Ces déclarations prouvent également que les cercles dirigeants thaïlandais continuent d'entretenir, en collusion avec la Chine, les tensions sur la frontière avec le Kampuchea et sur la frontière avec le Laos, de harceler ces deux pays et d'appuyer la clique génocide de Pol Pot, les réactionnaires lao et les réactionnaires vietnamiens contre les trois pays indochinois.

La situation qui règne le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande depuis ces six dernières années montre amplement que la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont fait preuve de

la plus grande modération devant les actes arrogants de la Thaïlande. Tout en balayant les partisans de Pol Pot et les autres réactionnaires khmers, les forces armées de la République populaire du Kampuchea et les forces vietnamiennes volontaires ont toujours respecté la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Thaïlande. La République populaire du Kampuchea et le Viet Nam ont renoncé à user de leur "droit de poursuite" pour écraser les réactionnaires khmers qui prennent maintenant refuge dans les sanctuaires en territoire thaïlandais. Toutefois, si les cercles dirigeants thaïlandais devaient mettre en pratique la théorie du "droit de poursuite" développée par les Etats-Unis et violer la souveraineté et le territoire de la République populaire du Kampuchea, ils porteraient seuls l'entière responsabilité des conséquences graves que ces actes entraîneraient. Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam exige que les autorités thaïlandaises mettent immédiatement un terme à tous les actes de violation contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea et cessent de permettre aux partisans de Pol Pot et aux autres réactionnaires khmers d'utiliser le territoire thaïlandais comme refuge pour lutter contre la République populaire du Kampuchea.

Plus que jamais, la situation actuelle exige que des mesures soient prises d'urgence pour créer immédiatement une zone de sécurité de part et d'autre de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, sous contrôle international, comme l'ont proposé à maintes reprises les pays indochinois.

Dans l'intérêt du peuple thaïlandais, et dans l'intérêt de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam demande aux autorités thaïlandaises de réagir positivement aux propositions formulées par les trois pays indochinois dans un esprit de bonne volonté. Il demande en outre aux peuples et aux gouvernements des pays épris de paix dans le monde entier de prendre des mesures efficaces pour soutenir les efforts visant à instaurer une paix durable le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, et de contribuer ainsi à assurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le reste du monde.

